

ACTION URGENTE

TROIS JOURNALISTES OMANAIS EN PROCÈS ENCOURENT LA PRISON

Le procès de trois journalistes omanais, les deux premiers en raison d'articles qu'ils ont publiés dénonçant la corruption au sein de la magistrature et le troisième en raison de ses tweets, est en cours. Le verdict est attendu le 19 septembre dans deux de ces affaires.

Ibrahim al Maamari, rédacteur en chef du quotidien *Azamn*, a été arrêté le 28 juillet à la suite de la publication le 26 juillet d'un article accusant le président de la Cour suprême d'Oman et le président du Conseil judiciaire d'ingérence dans des procédures judiciaires au profit de personnalités influentes. **Youssef al Haj**, rédacteur en chef adjoint du quotidien, a été arrêté le 9 août après avoir publié une série d'articles s'appuyant sur les interviews exclusives du vice-président de la Cour suprême d'Oman, qui confirmait les allégations de corruption formulées dans l'article initial d'Ibrahim al Maamari. Le même jour, les autorités ont ordonné la fermeture du quotidien et de son site d'information en ligne. **Zaher al Abri**, journaliste, a été arrêté le 3 août après avoir tweeté au sujet de la détention d'Ibrahim al Maamari. Le 7 septembre, un tribunal administratif a statué que l'ordre donné par le ministère de l'Information de fermer le quotidien n'était pas valide.

Le procès des trois hommes devant un tribunal de première instance de la capitale Mascate s'est ouvert le 15 août. Ibrahim al Maamari et Youssef al Haj sont inculpés de plusieurs chefs d'accusation au titre de la loi sur la cybercriminalité et de la loi sur la presse et les publications. Ils sont également inculpés d'atteinte au prestige de l'État. Zaher al Abri est accusé en raison de ses tweets et a été libéré sous caution le 22 août. Le tribunal a interdit de rendre compte de son procès. Durant la troisième audience le 29 août, le tribunal a fixé au 19 septembre la date à laquelle il rendra son verdict à l'encontre d'Ibrahim al Maamari et de Zaher al Abri. L'audience finale de Youssef al Haj devait avoir lieu le 5 septembre, mais a été suspendue pour que le tribunal puisse examiner la requête de son avocat concernant le remplacement du juge dans cette affaire.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en arabe, en anglais ou dans votre propre langue :

- demandez aux autorités omanaises d'abandonner toutes les charges retenues contre Ibrahim al Maamari, Youssef al Haj et Zaher al Abri, car ils n'ont fait qu'exercer en toute légitimité leur droit à la liberté d'expression ;
- priez-les instamment de libérer immédiatement et sans condition Ibrahim al Maamari et Youssef al Haj, car il s'agit de prisonniers d'opinion, et de veiller à ce qu'ils soient, durant leur détention, protégés de la torture et de toute forme de mauvais traitements et à ce qu'ils bénéficient de tous les soins médicaux dont ils pourraient avoir besoin ;
- appelez-les à respecter et protéger le droit à la liberté d'expression, notamment en abrogeant ou en révisant toutes les lois qui érigent ce droit en infraction.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 19 OCTOBRE 2016 À :

Ministre de la Justice
 Sheikh Abdul Malik al-Khalili
 Ministry of Justice
 PO Box 354
 RUWI PC 112
 Muscat, Oman
 Twitter : @moj_gov
Formule d'appel : Your Excellency, /
Monsieur le Ministre,

Ministre de l'Intérieur
 His Excellency Hamoud bin Faisal bin
 Said Al Busaidi
 Ministry of Interior
 PO Box 127
 Ruwi 112
 Muscat, Oman
Formule d'appel : Your Excellency, /
Monsieur le Ministre,

Copies à :
Président de la Commission omanaise
des droits humains
 Dr Isa Bin Said Sulayman al-Kiyumii
 Remplissez le formulaire :
http://www.nhrc.om/website_complaintsa
[dd.php?language=en](http://www.nhrc.om/website_complaintsa)
 Muscat, Oman
 Fax : +968 24 2189 06

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques d'Oman dans votre pays (adresses à compléter) :

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

AMNESTY
INTERNATIONAL



ACTION URGENTE

TROIS JOURNALISTES OMANAIS EN PROCÈS ENCOURENT LA PRISON

COMPLÉMENT D'INFORMATION

En septembre 2011, un tribunal de première instance a condamné Ibrahim al Maamari à deux mois de prison et ordonné la suspension du quotidien *Azamn* pendant un mois, après la publication en mai 2011 d'une interview avec un employé du ministère de la Justice qui accusait le ministre de la Justice de manigances carriéristes. En janvier 2012, une cour d'appel a confirmé la peine, mais ne l'a pas mise en œuvre car le journal a publié des excuses officielles avant l'appel.

Le 28 juillet 2016, Ibrahim al Maamari a été convoqué et arrêté par la sûreté de l'État d'Oman. Un représentant du parquet a déclaré qu'il était inculpé de plusieurs charges au titre des articles 25 et 29 de la loi de 2016 sur la presse et les publications, qui sont passibles de deux ans de prison et d'une amende, ainsi que de la charge d'atteinte au prestige de l'État et de son statut au titre de l'article 135 du Code pénal omanais, et qu'il était accusé d'avoir commis un délit pour une publication susceptible de troubler l'ordre public au titre de l'article 19 de la loi sur la cybercriminalité.

Youssef al Haj, rédacteur en chef adjoint du quotidien *Azamn*, a publié une série d'articles s'appuyant sur les interviews exclusives du vice-président de la Cour suprême d'Oman, qui confirmait les allégations de corruption formulées dans l'article initial, accusant le président de la Cour suprême d'Oman et le président du Conseil judiciaire d'ingérence dans des procédures judiciaires au profit de personnalités influentes, ayant conduit à l'arrestation du rédacteur en chef du quotidien, Ibrahim al Maamari. Le dernier de la série a été publié le 9 août et Youssef al Haj a été arrêté ce jour-là, à midi. Il est inculpé des mêmes charges qu'Ibrahim al Maamari, et de deux chefs supplémentaires, notamment de « désobéissance à l'ordre du ministère de l'Information de ne pas publier d'informations liées à l'arrestation d'employés d'*Azamn* ». En détention, Youssef al Haj souffre d'essoufflement et a eu plusieurs crises d'asthme. Il souffre aussi d'une hernie discale dorsale, qui lui cause de fortes douleurs. Il a entamé une grève de la faim depuis quelques jours, pour protester contre le fait qu'il ne bénéficie pas de soins médicaux.

En mars 2016, à la suite d'un rapport des Nations unies, l'Examen périodique universel (EPU) sur la situation des droits humains dans le pays, le gouvernement omanais a rejeté les recommandations visant à garantir le droit à la liberté d'expression, d'association et de réunion, notamment une recommandation visant à soutenir les organisations de la société civile. Oman a partiellement accepté les recommandations visant à réviser la législation actuelle, qui ne protège pas les droits à la liberté d'expression, de réunion et d'association.

Noms : Ibrahim al Maamari, Youssef al Haj et Zaher al Abri
Hommes

AU 206/16, MDE 20/4789/2016, 7 septembre 2016